



La Banque de France fait disparaître GEODE (outil de diagnostic financier d'aide à la gestion et à la décision des entreprises) en pleine crise économique ! Stop à la suppression de nos missions !

Les équipes OSE (Offre de Service à l'Économie) sont les services du Réseau en charge de la commercialisation et de la réalisation des prestations GEODE (diagnostics et simulations prévisionnelles payants, d'aide à la gestion et à la décision destinés aux entreprises), développées par les services du Siège.

Lors du CSE central du 8 et 9 décembre, le Gouvernement de la Banque de France va annoncer la suppression de GEODE et le redéploiement des équipes OSE vers d'autres activités du métier Entreprises. 72 collègues sont concernés, dont certains vont devoir se reconverter dès janvier 2022 : ils apprécieront le délai de mise en œuvre...

Fin des ventes dès janvier 2022, fin de GEODE en 2024

Après l'avoir fortement promue en imposant des objectifs élevés contraignants, la Direction a soudainement décidé de mettre fin à la commercialisation de GEODE, en deux temps. Dès janvier 2022 plus aucun abonnement à cette prestation ne sera vendu, ce qui va entraîner le redéploiement de 30 agents sur d'autres activités du métier Entreprises. Les 40 agents restants des équipes OSE géreront l'extinction des abonnements déjà vendus qui s'achèveront en 2024.

Supprimer GEODE : une décision prise au pire moment

Les raisons avancées par la Direction pour supprimer GEODE montrent le peu d'ambition du Gouvernement de la Banque pour les métiers du réseau et sa volonté de privatiser un nouveau pan des activités de notre Institution. GEODE ne serait en effet pas rentable et les ventes seraient insuffisantes. Quelle découverte ! Depuis toujours, la CGT revendique que les prestations Géode, particulièrement pertinentes en période d'incertitude et de crise économique, soient considérées d'utilité publique et partie intégrante d'un service public gratuit aux entreprises, rendu par les analystes de la Banque de France, en toute impartialité et indépendance. Ces expertises et les compétences reconnues des analystes seraient de véritables ressources pour les entreprises, qu'elles soient en difficulté ou non.

Le plus grave, c'est que la direction décide de stopper GEODE, un outil de soutien aux entreprises en faveur de la sécurisation des emplois qui a fait ses preuves de longue date, et de réduire les effectifs des équipes OSE en pleine crise économique.

Quel calendrier aberrant !

La Banque de France devrait au contraire travailler à moderniser et à améliorer toujours davantage ce diagnostic au service des entreprises et de l'emploi dans les territoires et les bassins de vie, pour se positionner comme un acteur majeur de la reprise économique en mettant gratuitement l'expertise de ses analystes financiers au service des entreprises pour les aider à faire face à leurs difficultés.

La fin de GEODE : le résultat d'une stratégie absurde du gouvernement de la Banque de France

Dès 2016, la CGT avait souligné l'incohérence de la mise en place des équipes OSE. Nos collègues se sont en effet vu affectés à temps plein au sein de ces équipes non seulement pour assurer les prestations d'analyste GEODE, mais aussi pour les commercialiser; activité particulière à laquelle beaucoup n'étaient pas formés.

De plus, les périmètres d'interventions qui allaient jusqu'à 3, voir 4 départements, ont généré **des temps de trajets totalement déraisonnables**, ce qui a provoqué des départs et des difficultés de recrutement. En outre, la mise en place de « vigies », agents des services entreprises qui devaient repérer des « clients » potentiels pour les réorienter vers les équipes OSE a été inefficace. Ces agents avaient bien assez à faire avec leur propre activité, au sein de services débordés aux effectifs tendus.

**La Banque affirme vouloir remplacer GEODE par OPALE :
cela n'a aucun sens !**

OPALE est une prestation qui permet aux dirigeants d'entreprises d'avoir accès en ligne à certaines données économiques et financières, sans aucun accompagnement. Aucun analyste n'intervient, le chef d'entreprise est seul face à un logiciel standard qui ne répond ni à ses problématiques particulières ni à ses besoins d'explications et de conseils, ce que permet GEODE grâce aux analystes en capacité de s'adapter au cours de la prestation, en face à face.

Le Gouvernement de la Banque montre une nouvelle fois qu'il ne tient aucun compte de la véritable plus-value que seuls peuvent apporter les agents et leur expertise. Ce choix délibéré dogmatique d'aboutir in fine à des suppressions d'emplois, affectera le suivi de l'économie dont l'Institution est chargée dans le cadre du contrat de service public qui la lie à l'État, au détriment des besoins des entreprises et de l'emploi.

De multiples officines privées proposent elles aussi des diagnostics mais de moindre qualité, puisqu'elles n'ont pas accès aux mêmes données que la Banque de France : la Direction leur offre sur un plateau de nouveaux débouchés !

**NOTRE PROPOSITION : faire de la prestation GEODE un service public
piloté au plus près des territoires**

La CGT propose d'inclure la prestation GEODE dans un service public global et gratuit d'aide à la gestion et à la prise de décision à destination des entreprises.

Des analystes GEODE formés connaissant parfaitement le tissu économique de leur territoire seraient présents au plus près des besoins dans chaque unité du réseau où cela serait pertinent, a minima dans chaque centre de traitement partagé entreprises (CTPE).

Leur présence au sein de ces succursales permettrait de limiter les temps de trajet et d'assurer le lien avec tous les métiers Entreprises. La CGT l'avait prédit lors de la mise en place des équipes OSE : le pilotage actuel de ces équipes depuis les succursales régionales a isolé les analystes GEODE des services Entreprises, alors que des synergies évidentes sont à développer, les responsables locaux étant toujours les mieux placés pour repérer les besoins du tissu économique local.

Pour être plus forts ensemble, j'adhère à la CGT
La cotisation syndicale ouvre droit à un crédit d'impôt de 66% des sommes versées chaque année.

NOM	<input type="text"/>	PRÉNOM	<input type="text"/>
UNITÉ, SERVICE	<input type="text"/>		
CODE UNITÉ ADMINISTRATIVE	<input type="text"/>	TEMPS DE TRAVAIL	<input type="text"/> %
GRADE	<input type="text"/>	INDICE	<input type="text"/>

➔ Bulletin à renvoyer à CGT, RE2, 115 rue Réaumur ←